

PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

PREFECTURE
DIRECTION DE L'INTERMINISTÉRIALITÉ
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
Bureau des ICPE et de la protection du patrimoine

Installations classées pour la protection de l'environnement

Mise en demeure
Société FI PROCESS
à ANDREZE

DIDD - 2014 – n° 391

ARRETE

Le préfet de Maine-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le code de l'environnement et notamment son article 1^{er} du livre V et l'article R.512-66-1 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation D3 – 2004 – n° 1002 du 8 décembre 2004 autorisant la société FI PROCESS à exploiter une unité de valorisation de déchets plastiques et de granulats de fonderies pour la production de lests, située zone artisanale « Les Landes Fleuries » à ANDREZE (49600) ;

Vu le récépissé de déclaration du 31 janvier 2011 accordé à la société FI PROCESS pour le traitement de déchets non dangereux sous la rubrique 2791 à la suite de modifications intervenues dans le classement de l'entreprise compte tenu des évolutions de la nomenclature des installations classées et de la réduction des activités du site ;

Vu le rapport en date du 13 novembre 2014 de l'inspection des installations classées constatant sur le site de la société FI PROCESS dont maître JUMEL a la charge des actifs, les points suivants :

- ▶ la présence de dépôts importants de déchets à base de matières plastiques susceptibles en cas d'incendie de propager le sinistre, d'émettre des fumées à caractère toxique pour le voisinage et d'être à l'origine d'une pollution des sols et des eaux souterraines par les eaux d'extinction utilisées par les services de secours pour le maîtriser ;
- ▶ la présence de dépôts importants de calamine et de résidus de peintures époxy ;
- ▶ la non transmission d'un mémoire de cessation d'activités comprenant les éléments prévus par l'article R.512-66-1 du code de l'environnement.

Considérant que maître JUMEL, en tant que liquidateur judiciaire en charge des actifs de la société FI PROCESS, n'a pas mis le site d'ANDREZE en sécurité en évacuant les déchets ;

Considérant qu'en outre maître JUMEL n'a pas présenté le mémoire en cessation d'activité requis par l'article R.512-66-1 du code de l'environnement ;

Sur la proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture,

Arrête :

Article 1er :

En tant que liquidateur judiciaire des actifs de la société FI PROCESS à ANDREZE, maître JUMEL, dont l'adresse est située 2 square La Fayette – CS 51846 – 49018 ANGERS CEDEX 01, est mis en demeure d'adresser à monsieur le Préfet de Maine-et-Loire dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification du présent arrêté, les documents suivants relatifs à l'élimination des déchets restés sur le site :

- les justificatifs de l'évacuation dans une filière autorisée des déchets de matières abandonnés par l'établissement mis à l'arrêt.

Si ce délai est incompatible avec la charge du travail des entreprises intervenantes, maître JUMEL adresse au préfet de Maine-et-Loire les bons de commandes des interventions de ces dernières accompagnés de l'échéancier d'exécution des travaux.

Article 2 :

Maître JUMEL est mis en demeure d'adresser à monsieur le Préfet de Maine-et-Loire dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification du présent arrêté, un mémoire de cessation d'activités de l'entreprise FI PROCESS, conformément aux dispositions de l'article R.512-66-1 du code de l'environnement.

Outre la préservation des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du même code, le mémoire devra s'assurer que l'usage futur du site reste comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation. Maître JUMEL en informera par écrit le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation ainsi que le maire d'ANDREZE ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.

Article 3 :

Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Nantes, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 :

Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois à la mairie d'ANDREZE, ensuite conservée dans les archives de la mairie. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire d'ANDREZE et envoyé à la préfecture, bureau des ICPE et de la protection du patrimoine.

Article 5 :

La secrétaire générale de la préfecture de Maine-et-Loire, le sous-préfet de CHOLET, le maire d'ANDREZE, le commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à ANGERS, le 11 DEC. 2014

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la préfecture



Elodie DEGIOVANNI

